“Ils les suivent quand elles vont aux toilettes” : l’enfer des femmes, parfois mineures, victimes d’agressions sexuelles à Ceuta

22/08/2026 à 9h41



Depuis la fin juillet, plusieurs femmes et mineures ont signalé des agressions sexuelles dans l’enclave espagnole de Ceuta. Ces violences surviennent après l’arrivée massive de plus de 70 000 migrants. Le principal syndicat de police espagnol affirme que 15 agressions sexuelles ont été recensées.

Depuis l’arrivée de plus de 70 000 migrants dans l’enclave espagnole de Ceuta, de nombreuses femmes, elles aussi venues d’ailleurs, disent être victimes de violences sexuelles. Selon

le principal syndicat de police espagnol, le SUP, quinze agressions sexuelles de *“gravité variable”*, ont été comptées à Ceuta depuis le 30 juillet et jusqu’au 18 août. La majorité des victimes sont des mineures.

“C’est vraiment terrible… Beaucoup de garçons essaient d’agresser les filles tous les soirs, parfois juste quand elles vont aux toilettes. Ils les suivent”, raconte une femme de 28 ans à *Reuters*, expliquant qu’il s’agit *“d’Africains, d’Arabes”*. D’après le syndicat, la plupart des agressions présumées ont eu lieu sur les plages et dans des zones boisées fréquentées par les migrants.

Dans un communiqué, les autorités judiciaires de l’enclave confirment avoir traité trois cas d’agressions sexuelles sur des migrantes et impliquant des migrants marocains. Deux sont des mineures. L’une aurait été violée et contrainte à vendre de la drogue, l’autre aurait subi des attouchements.

Trois affaires confirmées par la justice

La ministre espagnole de la Santé a confirmé que les services médicaux avaient pris en charge cinq femmes victimes de violences sexuelles.

De son côté, le journal *El Mundo* avance dix agressions sexuelles commises, dont cinq viols, depuis l’arrivée des milliers de migrants. Selon les victimes, elles auraient été agressées par des inconnus croisés en ville.

Les ministères espagnols de l’Intérieur, des Migrations et de l’Égalité n’ont pas répondu aux questions de *Reuters* concernant les allégations de violences sexuelles et de menaces.

Midi Libre